



SEANCE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 6 JUILLET 2020

Vœu relatif à l'avenir du service hospitalier notamment dans le Pas-de-Calais

Déposé par le groupe communiste et républicain

Taux d'occupation, efficacité, optimisation, satisfaction client, concurrence... tant de mots et de notions qui sont les symptômes dont souffre l'hôpital.

La vision commerciale mise en place dans nos hôpitaux a conduit les structures dans l'incapacité d'accueillir les gens dans les conditions optimales à la pratique de la médecine hospitalière.

Des dizaines d'années que l'on explique aux soignants qu'ils n'ont rien compris, qu'ils doivent se moderniser, se réinventer, que les parcours de soins n'ont d'autres options que de se restructurer afin d'être concurrentiels dans une offre globalisée.

Or les maladies n'ont pas changé. Les méthodes de soin n'ont pas été révolutionnées !

2020 est marqué dans l'histoire comme étant l'année ayant vu l'émergence du COVID19. Un virus qui a mis en lumière les défaillances de notre système de soins. Un grand nombre de nos concitoyens ont pris conscience que les alertes successives émises par les soignants, les syndicats et une partie des élus étaient justifiées.

Mardi 16 et 30 juin, ils/elles étaient dans les rues pour revendiquer une forte revalorisation des salaires, un plan exceptionnel de dotations des hôpitaux, un moratoire sur les fermetures de lits et de postes et une campagne massive de recrutements et de formation des agents.

Le personnel des établissements de soins ne veut plus devoir sacrifier sa vie familiale, imaginer des systèmes D pour travailler, se protéger ou compter sur la solidarité citoyenne pour colmater les carences de l'hôpital et ainsi sauver des vies.

Le COVID 19 a permis également de mettre en exergue la plus grande supercherie de ces dernières décennies. Celle de faire croire que l'Etat serait en faillite, dans l'incapacité de répondre aux revendications. Or depuis juin, nous constatons que des centaines de millions d'euros sont trouvés pour venir en aide aux entreprises. Par exemple, Sanofi a bénéficié de 1,5 milliards d'euros en dix ans de crédits impôts recherche et d'un versement de 200 millions d'euros pour trouver un vaccin contre le COVID19 alors que celle-ci se porte très bien.

Comme écrit sur les banderoles « nos vies valent plus que leur fric », le gouvernement doit entendre les véritables experts de la santé que sont celles et ceux qui depuis toujours sont au plus proches des malades et non les managers ou autres gestionnaires de lits, de ressources.

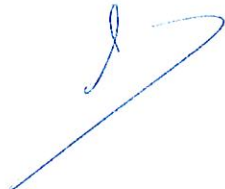
Combattre la maladie, faire face à l'accident s'accordent avec la mort, le sang, la peur, la douleur, un sourire, un acte chirurgical, la solitude, serrer la main d'un patient, effectuer une toilette, apprendre une bonne ou une mauvaise nouvelle, la vie. Autant de moments qui ne pourront et ne doivent être chiffrés. La vie ne peut être optimisée, elle n'a pas de prix.

Les attentes des habitants du Pas-de-Calais sont énormes sur la question, en particulier sur l'hôpital de Lens où la suppression de 300 lits est toujours programmée dans le cahier des charges du futur hôpital. Aussi le bloc opératoire de l'hôpital de Béthune est encore en attente de financement afin de lancer les travaux de réhabilitation. Où à Calais, pour que l'hôpital soit « rentable » on développe l'ambulatoire au détriment de la chirurgie et on demande aux personnels soignants de travailler 12 heures pour la continuité des soins, en fait du profit au détriment des conditions de travail. Plus généralement, notre département a besoin d'une rupture avec le modèle d'avant. Nous proposons qu'une réflexion soit engagée avec tous les acteurs de la santé et des territoires afin de concevoir l'hôpital de demain plus en phase avec les populations, de pointe et universitaire.

A DAUTRICHE



D. SEUX



L GUYOT



JM TELLER

